
LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.

N^o. CCXII.

Du Vendredi 12 Février 1790.

ON apprendra, avec plaisir, que les descendans du célèbre Lafontaine, s'empresrent de concourir au bien public. C'est un nom trop cher à la France pour que ce titre seul ne soit pas une puissante recommandation auprès de l'assemblée nationale.

M. le président a ouvert la séance par la lecture d'une lettre conçue en ces termes :

« Je vous supplie instamment de vouloir bien prévenir l'assemblée que madame Mourer, descendante du côté maternel de l'inimitable Lafontaine, désireroit présenter un ouvrage très-important pour le bien public. J'ai l'honneur de connoître cette dame, à laquelle tout bon citoyen s'intéressera vivement, dès qu'il saura combien ses vues sont louables & dignes de l'attention de l'assemblée. »

J'ai l'honneur d'être avec respect, monsieur le président, votre, &c.

Signé, DELLECOU.

M. Bouche a fait ensuite une motion concernant la forme des délibérations prises dans les municipalités & corps ad-
Tome VII. B

ministratifs; les précautions qu'elle présente peuvent être utiles dans bien des circonstances : aussi la motion a-t-elle été décrétée en ces termes :

» Toutes les délibérations des assemblées représentatives, municipales & administratives, seront rédigées & signées, assemblées ou conseils tenant, & contiendront les noms de tous les délibérans. »

Depuis long-temps les philosophes & les amis de l'humanité ne cessent de faire des vœux pour que la législation efface de nos annales une époque de la tyrannie du siècle de Louis XIV, que l'infortune d'une infinité de familles a rendue trop célèbre. Ce n'est pas assez que cette erreur politique dispersât dans les royaumes étrangers les malheureuses victimes de la révocation de l'édit de Nantes ; il falloit encore que l'avidité fiscale s'emparât de leurs biens. Ce sont les traces de cette persécution revêtue des formes de la loi, que M. de Marfan, député du Dauphiné, proposoit d'effacer par un projet de décret dicté par la justice & par l'humanité. Voici le discours qui l'a précédé :

» Seroit-il possible, Messieurs, que dans un temps de tumulte & d'erreur, & sous l'appas de conserver peut-être un million de revenu dont la perception faisoit aux yeux de l'Europe l'opprobre de notre ancien gouvernement, vous voulussiez risquer de réduire au désespoir une foule de citoyens dont vous êtes la plus chère espérance, & dont vous pourriez d'autant moins faire punir les excès, qu'ils seroient la suite d'un oubli ou d'une négligence qu'ils n'ont pas lieu d'attendre des représentans de la nation française ?

» Vous avez décrété, Messieurs, que les Juifs seroient électeurs & éligibles dans vos assemblées politiques, s'ils contribueroient aux charges annuelles de l'état pour une somme que vous avez fixée dans votre sagesse ; vous avez

proposé le même décret pour les français qui font profession de la religion protestante : jusques-là tout est égal entre le juif & le français ; mais celui-ci , Messieurs , n'a-t-il pas droit de réclamer de vous une faveur de plus , sur-tout lorsque cette faveur n'est dans le fond qu'un acte de justice rigoureuse ?

» Il existe dans plusieurs de nos provinces un grand nombre de protestans chassés de leurs propriétés lors & depuis la révocation désastreuse de l'édit de Nantes. Avec des sacrifices , les riches ont obtenu avec le temps la restitution de leurs biens ; mais dénués de ce moyen , les pauvres , ceux que le besoin nous indique comme les plus intéressans , ils errent encore autour de leurs foyers ; & les moins à plaindre sont ceux qu'à chaque nouveau bail la régie maintient comme fermiers , en payant annuellement , pour habiter l'humble chaumière paternelle , un prix de rente au moins égal à celui que présentent des enchérissiers apostés.

Souffrirez-vous plus long-temps , Messieurs , que le respect dû aux propriétés , ce respect que vous avez si solennellement établi par votre déclaration des droits de l'homme , soit violé par la fiscalité ? que l'on repousse de leurs tristes foyers une foule de citoyens infortunés qui sont nos frères ? Français & libres , verrez-vous sans horreur le bras despotique de Louis XIV mort , peser encore de nos jours sur la postérité de ceux que son fanatisme poursuivoit en 1682 ?

Les persécutions que l'on connoît sous le nom de dragonnades , les pillages , les enlèvemens multipliés pour fait de religion ; la fuite , l'exil , & souvent le dernier supplice infligé aux ministres , auront sans doute privé plusieurs de ces malheureuses familles de la facilité de justifier rigoureusement de leur descendance aux yeux de la loi ; & si vous ne venez fraternellement à leur secours , Messieurs ,

l'effet de leur infortune passée seroit de les dévouer pour toujours au malheur. J'ose donc me flatter d'avoir lu dans vos cœurs, en vous proposant le décret suivant :

« L'assemblée nationale décrète que tout Français dont la famille aura été dépouillée de sa propriété, en vertu de la révocation de l'edit de Nantes, & dont les possessions se trouvent encore actuellement entre les mains des fermiers de la régie des biens des religieux, y sera réintégré sans délai, à la charge par lui de justifier soit par actes, rôles des impositions anciennes, enquête de publique renommée, ou enfin certificat des officiers municipaux des lieux où se trouveront situées ses propriétés, qu'il est le descendant & l'héritier direct des biens dont il s'agit ; décrète au surplus que cette preuve sera faite sans frais, par-devant le juge royal le plus prochain, qui, sur la preuve acquise, sera autorisé à prononcer définitivement l'envoi en possession des biens réclamés. »

M. Bouche, suivant les mêmes idées que M. de Marfan, a cru que l'assemblée devoit pourvoir à la sûreté des tiers acquereurs qui possédoient de bonne foi les biens des protestans. Il a proposé en conséquence de décréter, que lorsque l'assemblée nationale prendra connoissance de la caisse des économats & de toute autre où les revenus des biens des religieux auront été versés, elle aura soin d'en distraire les deniers qu'elle y trouvera, pour les rendre après la publication qu'elle en ordonnera à leurs véritables propriétaires, qui se présenteront munis de titres valides & non suspects.

Elle décrète de plus, que les biens immeubles, libres des religieux expatriés ou rentrés dans le royaume, leur seront restitués ou à leurs légitimes héritiers & descendants. S'il ne s'en présente aucun, ils seront vendus publiquement & aux enchères, & leur produit employé à des objets d'utilité publique.

« L'assemblée nationale entend néanmoins & décrète que les tiers acquéreurs , acheteurs de bonne foi , des biens aliénés des religieux , ne seront point troublés dans leur possession , sauf aux légitimes héritiers ou descendans des religieux de répéter le prix desdits biens vendus contre les particuliers qui l'auroient exigé ou qui les détienneroient ou qui posséderoient ces biens sans titre ».

Ce n'est plus le temps où l'avidité fiscale & le fanatisme religieux peuvent empêcher le succès de ces motions aussi justes qu'intéressantes. Les protestans ne peuvent ignorer que l'assemblée nationale , jalouse de consacrer par ses décrets les droits inaliénables des hommes , les a admis solennellement à l'exercice de tous les droits civils , & ces décrets doivent leur donner les plus grandes espérances pour la confiscation des biens ; mais la motion de M. de Marfan devoit naturellement être communiquée au comité des domaines , puisque le revenu de la couronne s'en grossit par le produit de ces biens. M. Parent de Chaffi a observé que ce comité s'étoit déjà occupé il y a près de deux mois , de ce grand acte de justice , & qu'il fera prêt incessamment à faire un rapport sur cet objet.

Il a demandé que la motion fût ajournée & renvoyée au comité des domaines , ce qui a été adopté.

M. Target , après avoir rendu compte des troubles survenus dans la ville de Soissons , à cause de la fixation du prix des journées pour être citoyen actif , à un taux trop élevé , a proposé , au nom du comité de constitution , un projet de décret qui a été adopté en la forme suivante :

« L'assemblée nationale déclare , en conformité de l'article IV du décret du 2 du présent mois , que la détermination de la valeur locale de la journée de travail , d'après laquelle doit se former la liste des citoyens actifs , a dû & doit être faite définitivement dans les lieux où les anciens

officiers municipaux sont restés en possession des fonctions municipales, par ces officiers, conjointement avec les comités librement élus, & par-tout ailleurs par les seuls comités librement élus, sans que qui ce soit puisse élever aucune réclamation contre cette détermination; pourvu néanmoins qu'aux termes du décret du 15 janvier dernier, elle n'excède pas vingt sous pour chaque journée de travail.

« A l'égard des communautés où il n'y a point d'officiers municipaux ni des comités, l'évaluation de la journée de travail sera faite par les syndics, collecteurs, consuls, trésoriers ou autres faisant les fonctions municipales, sous quelque dénomination que ce soit, sans que du présent décret l'on puisse induire qu'il y ait lieu de recommencer aucune des élections qui se trouveront faites, & sera le présent décret porté à l'acceptation du roi, pour être incessamment adressé aux tribunaux, corps administratifs & municipalités ».

Un autre membre de l'assemblée a proposé un décret relatif à la ville de Noyon, qui a été adopté; le voici :

» L'assemblée nationale décrète que les habitans des fauxbourgs de la ville de Noyon, tels que Landrimon, le Coisel, Aplincourt, Tarlesesse, & autres, continueront de s'assembler avec ceux de ladite ville, & ne formeront, comme par le passé, qu'une seule municipalité, & que ce décret sera porté dans le jour à l'acceptation royale, & adressé sur le champ aux municipalités ».

M. Treilhard a fait une seconde lecture du rapport qu'il avoit déjà présenté sur le sort des religieux.

M. de la Coste a proposé pour amendement à l'article III, 10 quant aux ordres rentes, de donner aux religieux qui quittent leur ordre, à ceux qui ne sont pas prêtres, ou qui n'ont pas dix ans de profession, 900 livres; à ceux ayant dix ans de profession, & moins de soixante-dix ans

d'âge , 1200 livres ; à ceux ayant soixante-dix ans révolus , 1500 livres.

20. Quant aux ordres non rentés de donner à ceux qui ne sont pas prêtres , ou qui n'ont pas dix ans de profession , 700 livres ; à ceux ayant dix ans de profession , & moins de soixante-dix ans d'âge , 850 livres ; à ceux ayant soixante-dix ans révolus , 1000 livres.

M. de la Coste faisoit encore d'autres amendemens.

A l'article IV , il proposoit de dire : » Il sera payé aux généraux d'ordres , résidens en France & perpétuels , dix mille livres annuellement. Quant aux abbés réguliers , ajourné jusqu'à la déclaration des biens. »

A l'article V , déclarer que les religieux qui sortiront de leur ordre , seront à l'avenir capables de toutes successions & dispositions entre-vifs & testamentaires.

L'article XV ajourné jusqu'aux instructions des provinces , conformément au décret du 2 novembre.

Enfin , dire à l'article XVI , qu'il ne sera rien innové au régime des biens possédés par les religieux hospitaliers de la Charité , des Oratoriens & Doctrinaires , non plus que de ceux des hospitalières , connues sous le nom de Sœurs Grises ou autres , les religieuses Ursulines & de la Visitation.

Les assemblées de département devront seulement en surveiller l'emploi & le diriger vers le but utile auquel ces biens sont destinés.

M. de Montaudon a pris ensuite la parole :

« Le projet de détruire les vœux absolus est digne de votre justice & de votre bienfaisance , a-t-il dit. Vous tendrez à la société ceux que des vœux téméraires & quelquefois forcés , ont privé de la liberté ; mais la nation doit à tous les membres du clergé régulier des secours auxquels ils avoient droit de prétendre & d'espérer dans l'ancien régime : les pensions proposées par le comité sont

insuffisantes. 700 livres sont au-dessous de la dépense nécessaire. Peut-être, en vous occupant des évêques, vous irez jusqu'à 12 mille livres. Quelle disproportion n'y a-t-il pas encore avec les religieux à qui je propose de n'en donner que le douzième, & après un certain âge ? Ma motion tend à accorder 1000 livres jusqu'à trente-cinq ans, pour ceux qui voudroient continuer de vivre dans la règle, & 1200 livres pour ceux qui auront plus de trente-cinq ans.

M. le Grand a fait ensuite l'histoire rapide du monachisme. Il a paru à l'assemblée que ses recherches remontoient un peu trop loin, puisqu'il ne s'agissoit que de savoir ce que la nation statuerait sur l'existence des ordres monastiques à la fin du dix-huitième siècle ; aussi M. le Grand s'est réduit à prouver qu'ils devoient être entièrement détruits, avec quelques modifications en faveur de ceux qui sont utiles à la société pour l'éducation publique. Il a fini par proposer quelques articles additionnels à la motion principale.

M. l'évêque de Clermont a débuté par citer l'article V de son cahier, qui porte que les ordres religieux ayant été utiles à la religion & à l'état, les députés d'Auvergne sont chargés de réclamer la protection de l'assemblée, afin qu'ils reprennent leur ancienne splendeur. « J'avoue, a-t-il ajouté, que quelques ordres religieux ont dégénéré d'une manière sensible ; mais il faut attribuer ce malheur à la détestable politique qui a fomenté tous les abus & protégé l'anarchie. Il faut aujourd'hui que le législateur travaille à resserrer les liens de la discipline, & de l'obéissance envers les supérieurs... Si vous donnez la liberté indéfiniment, votre décret sera une tentation & un moyen d'apostasie ; il ne faut pas abattre un arbre qui a porté de bons fruits, parce que quelques branches en sont desséchées J'ai toujours pensé que

le sort des religieux proposé par votre comité, est très-insuffisant ; il faut considérer l'âge & les infirmités de même que les services ».

Quelques membres de l'assemblée ayant demandé l'impression du discours de M. l'évêque de Clermont, dont nous ne rapportons que quelques traits épars, des débats assez vifs en ont été la suite.

On risqueroit tout au plus de ruiner l'imprimeur, a dit M. de Mirabeau, & c'est à quoi se réduit la question ».

M. Folleville a insisté pour que la motion d'imprimer fût délibérée ; mais M. la Pouppe a demandé la question préalable, qui a été mise aux voix. Après deux épreuves, l'assemblée a déclaré n'y avoir lieu à délibérer.

M. le président a annoncé qu'il venoit de recevoir de M. le garde-des-sceaux une note accompagnée d'une lettre du ministre des affaires étrangères, & d'un mémoire envoyé par des princes Allemands, relativement aux droits féodaux qu'ils possèdent dans l'Alsace & dans la Lorraine.

M. de Noailles a fait lecture d'un *conclusum* pris par les députés au cercle du haut-Rhin, assemblés à Francfort le 7 janvier dernier, traduit de l'Allemand, & dans lequel il paroît qu'on a mal énoncé la teneur des décrets de l'assemblée nationale. Voici la traduction de cette pièce.

« Il est notoire que l'assemblée nationale du royaume de France, par les arrêtés du 4 août jusqu'au 11 août, & du 2 novembre de l'année dernière, a décrété indistinctement :

1°. Que tous les droits & devoirs, prestations personnelles & réelles, & tous les cens provenans de la féodalité, sont abolis sans indemnité ;

2°. Que toutes les justices seigneuriales sont supprimées sans aucune indemnité ;

3°. Que les dîmes de toute nature, & les redevances qui en tiennent lieu, possédées par les corps séculiers & réguliers, même par les bénéficiers, sont abolies ;

4°. Que tous les privilèges particuliers des provinces, principautés, pays, cantons, villes & communautés d'habitans, soit pécuniaires, soit de toute autre nature, sont abolis sans retour ;

5°. Enfin, que tous les biens & revenus ecclésiastiques sont sous la disposition de la nation, à la charge de pourvoir aux frais du culte, à l'entretien de ses membres, & au soulagement des pauvres.

« Aussi grandes que seroient l'injustice & la violation des traités de paix subsistans entre l'empire germanique & la couronne de France, si lesdits décrets pouvoient ou par erreur, ou à dessein, être étendus même sur les possessions que des états d'empire, ainsi que la noblesse & le clergé ont dans l'Alsace & la Lorraine ; aussi forts & manifestes paroissent être le devoir & l'intérêt des cercles de l'empire de veiller soigneusement à la conservation de ses possessions & privilèges.

» Par ce motif, le cercle du haut-Rhin s'occupa déjà sérieusement au commencement de ce siècle en 1709, & l'occasion de la négociation d'alors, sur l'association des cercles, de faire valoir ses avis, afin que dans les articles de la paix dont il pourroit être question, on ne perde pas de vue la restitution des provinces d'empire, usurpées par la France contre l'évidence des traités antérieurs, & qu'on fasse à cet effet des insinuations salutaires.

» On s'estimeroit en conséquence obligé, dans le cas présent, & fondé en droit à l'égard desdits arrêtés de l'assemblée nationale de France,

1°. De requérir très-humblement, par une dénonciation expresse & par des remontrances tirées des considérations ci-dessus, sa majesté impériale, qu'elle daigne ac-

ordonner sa puissante protection & son assistance nécessaire, conjointement avec tout l'Empire, aux états inclusivement, la noblesse & le clergé, qui sont menacés de la perte sensible de leurs droits garantis par des traités solennels.

On trouveroit de plus nécessaire, 2°. de communiquer pour le même objet, avec le cercle électoral & avec ceux de Franconie, de Suabe & de Westphalie, afin qu'ils s'unissent au cercle du haut-Rhin, & qu'une résolution & des remontrances semblables de leur part, fassent une impression plus forte auprès de l'empereur & de l'empire.

» On croiroit en même temps qu'il seroit utile & favorable au but qu'on se propose,

30. Que les états & corps respectifs que les décrets de l'assemblée nationale peuvent concerner, ne discontinuassent point, en attendant leur négociation près de la cour de France & ladite assemblée, afin de détourner l'extention apprehendée des décrets, si contraire aux traités publics de paix sur leurs possessions situées dans les deux provinces d'Alsace & de Lorraine.

40. Qu'on priât de la part du cercle, son excellence le baron de Groschlag, ministre de France, d'insinuer provisionnellement auprès de sa cour la forte attention que les arrêtés énoncés par l'assemblée nationale doivent exciter près les cercles de l'empire & près tous les corps germaniques ».

Il ne faut pas être un grand politique pour deviner les intentions qui peuvent avoir présidé à de pareils actes. Quoi qu'il en soit, une grande nation a toujours de quoi y répondre quand elle veut employer d'abord toutes les voies de la justice, & ensuite toute l'énergie de sa puissance.

Après la lecture de cette pièce, M. Goupil de Préfeld a proposé d'inviter le pouvoir exécutif de régler avec les possesseurs de certains fiefs, qui, par la cession faite à la France du landgraviat d'Alsace, ont conservé dans cette province des droits de supériorité territoriale, l'indemnité qui pourroit leur être due pour raison des droits dont ils se trouvent grevés par l'établissement de la constitution, décrétée par l'assemblée nationale & acceptée par le roi.

M. de Mirabeau a pris ensuite la parole, pour dire qu'en droit public germanique, les princes d'Allemagne se trompent, qu'il falloit envoyer à l'auteur du *conclusum* une copie exacte des décrets de l'assemblée, parce qu'il les avoit mal lus; que s'il falloit juger par le droit naturel, dont l'assemblée avoit consacré les principes, il falloit déclarer n'y avoir lieu à délibérer; que si au contraire l'on jugeoit par le droit public germanique, il falloit ajourner.

M. Target a demandé le renvoi au comité féodal, qui fera tenu d'en faire le rapport mardi à deux heures. Le renvoi a été ordonné.

L'adresse aux provinces a été lue pour la seconde fois par M. l'évêque d'Autun; elle a obtenu les mêmes applaudissemens qu'à la séance précédente; & malgré les observations de M. de Montlausier & de M. de Mortemart, elle a été décrétée. Nous en rendrons compte demain.

A V I S.

N. B. MM. les souscripteurs, dont l'abonnement a fini au deux cent dixième numéro, sont priés de renouveler, afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans l'envoi de leurs numéros.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.